

Informations Rapides

31 mars 2014 - n° 72
Principaux indicateurs



■ Comptes nationaux des administrations publiques - Année 2013 (premiers résultats)

En 2013, le déficit public s'élève à 4,3 % du PIB, la dette notifiée à 93,5 % du PIB

Avertissement : chaque année, l'Insee publie fin mars une première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques sur l'année écoulée, correspondant à celle réalisée pour la notification de la dette et du déficit publics à la Commission européenne. La publication de 2014 est particulière à double titre :

- les données de déficit et de dette publics intègrent des révisions de méthodes et de sources comptables par rapport aux séries diffusées jusqu'ici (cf. référence dans « pour en savoir plus »).
- le compte de la Nation provisoire 2013 publié le 15 mai 2014 appliquera les recommandations du Système Européen des Comptes 2010 (SEC2010), alors que le compte décrit dans cette publication est établi en SEC1995. Les différences conceptuelles entre ces deux systèmes de compte entraîneront des révisions entre la publication actuelle et celle du 15 mai. Une présentation synthétique des innovations apportées par le SEC2010 est disponible à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base-2010.pdf

Le solde public notifié pour 2013 s'établit à -87,6 milliards d'euros, soit -4,3 % du PIB après -4,9 % du PIB en 2012. En part de PIB, les recettes progressent de 51,8 % à 52,8 %, plus vite que les dépenses, dont le poids dans le PIB passe de 56,7 % à 57,1 %. Le taux de prélèvements obligatoires augmente de 0,9 point en 2013, à 45,9 % du PIB.

Ratios de finances publiques

(en % du PIB)

	2010	2011	2012	2013
Déficit public notifié	-7,0	-5,2	-4,9	-4,3
Dette publique notifiée	82,7	86,2	90,6	93,5
Dette publique nette*	76,3	79,0	82,7	85,9
Recettes publiques	49,5	50,7	51,8	52,8
Dépenses publiques	56,6	55,9	56,7	57,1
Prélèvement obligatoires	42,6	43,8	45,0	45,9

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor, notification du 31 mars 2014.

* La dette publique nette est égale à la dette publique notifiée moins les dépôts, les crédits et les titres de créance négociables détenus par les administrations publiques sur les autres secteurs.

Les dépenses augmentent de 2,0 % en 2013 contre 3,0 % en 2012.

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 1,9 % en 2013, les consommations intermédiaires de 2,2 %, les rémunérations de 1,7 %. En dépit de l'augmentation de la dette publique entre fin 2012 et fin 2013, les intérêts

versés reculent de 9,0 % en 2013 en raison de la baisse des taux d'intérêt, mais aussi de celle de l'inflation qui diminue la charge d'intérêts sur les titres indexés.

Les prestations sociales progressent de 3,0 %, après 3,3 % en 2012. Les prestations en nature accélèrent (+2,9 % après +2,5 %), portées notamment par le logement (+4,5 %) et la santé (+2,7 %). Inversement, les prestations en espèces ralentissent (+3,1 % après +3,6 %), du fait principalement de la branche famille du régime général. Les dépenses de l'Unedic restent toutefois dynamiques (+4,5 % après +5,9 %) en raison de la situation dégradée du marché du travail.

Dépenses et recettes des administrations publiques

(en Mds€)

	2012	2013	13/12 (%)
Dépenses de fonctionnement**	390,7	398,2	1,9
dont conso. Intermédiaires**	112,2	114,7	2,2
dont rémunérations	268,6	273,3	1,7
Intérêts**	56,1	51,0	-9,0
Prestations sociales	525,9	541,9	3,0
Autres transferts et subventions	115,1	117,1	1,8
Acquisition nette d'actifs non financiers	64,8	67,9	4,8
dont investissement	64,1	65,0	1,5
Total des dépenses	1 152,6	1 176,1	2,0
Ventes et autres recettes	70,6	71,3	1,0
Revenus de la propriété	14,3	13,7	-4,2
Impôts	562,9	583,5	3,7
dont impôts sur les produits et la production	316,3	325,0	2,8
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	242,2	255,3	5,4
Cotisations sociales effectives	346,0	356,8	3,1
Autres recettes*	59,4	62,5	5,3
Total des recettes	1 053,2	1 087,9	3,3
Besoin de financement	-99,4	-88,2	
Gains (+) Pertes (-) sur Swap	0,6	0,7	
Déficit notifié	-98,7	-87,6	

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor, notification du 31 mars 2014.

N.B : le déficit public notifié se distingue du besoin de financement par la prise en compte des flux d'intérêts liés à des opérations de swaps effectuées par les administrations publiques (0,7 Md€ en 2013)

* Y compris cotisations sociales imputées

** Hors correction au titre des services financiers indirectement mesurés (SIFIM)

Les autres transferts et subventions ralentissent à +1,8 % (+ 6,2 % en 2012), soit +2,0 Md€. Les transferts courants sont toujours dynamiques en raison notamment de la hausse du prélèvement sur ressources au profit de l'Union Européenne (+2,3 Md€, contre +1,4 Md€ en 2012). Les subventions à proprement parler ralentissent (+0,4 Md€ contre +1,3 Md€ en 2012) et les transferts en capital reculent (-2,2 Md€) par contrecoup de la recapitalisation de Dexia intervenue en 2012 (2,6 Md€).

La formation brute de capital fixe ralentit à +1,5 % en 2013 après +2,4 % en 2012. La baisse marquée des investissements de l'État (-11,5 % soit -0,6 Md€) et des administrations de sécurité sociale (-11,2 % soit -1,0 Md€) est en partie compensée par la hausse de nouveau soutenue des investissements des collectivités locales (+5,2 % soit +2,4 Md€ après +5,9 % en 2012).

Les recettes ralentissent à +3,3 % contre +3,7 % l'an passé.

Les impôts sur le revenu et le patrimoine croissent de 5,4 %, soit +13,1 Md€. L'impôt sur le revenu (IR) augmente de 7,7 Md€, l'impôt sur les sociétés de 3,3 Md€, la contribution sociale généralisée de 2,1 Md€, la taxe de 3 % sur les dividendes de 1,8 Md€, la taxe d'habitation de 0,7 Md€. Inversement, l'impôt de solidarité sur la fortune recule de 0,7 Md€, par contrecoup de la contribution exceptionnelle de 2012. Il en est de même pour le prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers (-2,2 Md€) en raison du remplacement du prélèvement forfaitaire libératoire par une taxation au barème de l'IR. Les impôts sur les produits et la production accélèrent légèrement à +2,8 %, contre +2,7 % en 2012. Parmi eux, les recettes de TVA augmentent de 1,4 % en 2013, après +1,5 % en 2012.

Les recettes de cotisations sociales sont en hausse (+3,1 % après +2,8 %). Les cotisations employeurs ne progressent que de 2,1 % mais celles des salariés et non-salariés sont nettement plus dynamiques que la masse salariale, à +5,0 % et +6,3 %. L'accélération des contributions des salariés est à relier à la fin de l'exonération des heures supplémentaires appliquée à partir de septembre 2012, ainsi qu'à la hausse des taux de cotisations vieillesse. Les cotisations des non-salariés sont également soutenues par des mesures nouvelles : déplaçonnement de la cotisation maladie, moindre déduction des frais professionnels et hausse des taux de cotisation vieillesse.

En 2013, la réduction du besoin de financement des administrations publiques provient essentiellement de l'État (-12,7 Md€) et des organismes divers d'administration centrale (-3,5 Md€). À l'inverse, le déficit des administrations publiques locales se creuse de 5,5 Md€, en passant de 3,7 Md€ à 9,2 Md€. Celui des administrations de sécurité sociale s'améliore légèrement (0,3 Md€).

Capacités ou besoins de financement par sous-secteurs

	(en % du PIB)			
	2010	2011	2012	2013
Etat	-121,1	-89,1	-80,5	-67,8
Organismes divers				
d'administration centrale	10,3	-0,5	-1,9	1,6
Adm. publiques locales	-1,7	-0,7	-3,7	-9,2
Adm. de sécurité sociale	-23,7	-13,3	-13,3	-12,9

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor, notification du 31 mars 2014.

La dette au sens de Maastricht augmente de 2,9 points de PIB

Fin 2013, la dette publique notifiée s'élève à 1 925,3 Md€ soit 93,5 % du PIB, après 90,6 % fin 2012. Elle croît de +84,3 Md€ après +116,1 Md€ en 2012. L'augmentation de la dette publique nette est un peu plus marquée : elle s'établit à 85,9 % du PIB, après 82,7 % fin 2012.

La contribution de l'État à la dette publique croît de 78,9 Md€, une variation plus importante que son besoin de financement (-67,8 Md€). Une part importante de cette différence (6,8 Md€) tient à des effets de consolidation liés à la diminution des montants de dette de l'État détenus par d'autres administrations publiques (dont 4,0 Md€ pour les dépôts au Trésor des APU). La dette des organismes divers d'administration centrale s'établit à 8,1 Md€ fin 2013, en diminution de 1,6 Md€ par rapport à la fin 2012.

La contribution des administrations publiques locales à la dette atteint 182,3 Md€ à la fin 2013, soit une hausse de 6,2 Md€ par rapport à fin 2012, en lien avec leur besoin de financement (9,2 Md€) et la diminution de leurs dépôts au Trésor (-2,6 Md€).

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de 0,8 Md€ pour s'établir à 211,7 Md€ fin 2013. Le besoin de financement (-12,9 Md€), significativement plus important que la variation de la dette, est financé par une diminution de la trésorerie et d'importantes cessions d'actifs, notamment de la part de régimes de retraites.

La dette notifiée (Maastricht) et la dette nette

	(en Mds€)			
	Dette notifiée		Dette nette	
	2012	2013	2012	2013
Ensemble	1841,0	1925,3	1680,9	1768,7
dont				
Etat	1444,3	1523,2	1352,4	1431,9
Organismes divers				
d'administration centrale	9,7	8,1	1,8	0,1
Adm. publiques locales	176,1	182,3	163,7	170,0
Adm. de sécurité sociale	210,9	211,7	163,1	166,7

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor, notification du 31 mars 2014.

Pour en savoir plus :

À la suite de la décision d'Eurostat du 9 mars 2006, les dépenses militaires de l'État sont comptabilisées depuis 2005 au moment de la livraison des matériels. En 2010, cette correction conduit à dégrader le déficit public de 0,11 point de PIB du fait de livraisons de matériels militaires plus importantes que les paiements. Inversement en 2011, la correction a pour effet de le réduire de 0,10 point de PIB. En 2012 et 2013, l'impact de la correction est plus faible que les années précédentes : elle améliore le déficit de 0,03 point de PIB.

Conformément aux règlements européens, la recapitalisation intervenue en décembre 2012 de la banque Dexia, qui a enregistré des pertes répétées depuis le début de la crise financière, est enregistrée en dépense et augmente le déficit public 2012 de 0,13 point de PIB.

- Une version plus détaillée de ce document est disponible ici : <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind37/20140331/Annexe-APU.pdf>
- Un document analysant les révisions apportées à la dette est disponible ici : <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind37/20140331/Rev-dette.pdf>
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G1310](#), [G1374](#), [G1377](#), [G1378](#).
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : 31 mars 2015